



Syndicats SUD-CHIMIE, Raffineries TOTAL de Normandie et Flandres

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 23 février 2010

Les Dirigeants de TOTAL essayent sans succès de piéger les syndicats et les salariés.
Le mouvement de grève se poursuit, s'intensifie et se généralise dans les raffineries et les dépôts.

Vendredi 19, la DRH du raffinage est entrée en contact avec les délégués syndicaux du site de Dunkerque et les coordinateurs syndicaux au niveau du groupe pour « rechercher une sortie de conflit ».

Sud y était représenté par une seule personne, le Délégué syndical SUD-CHIMIE de la raffinerie des Flandres (SUD est majoritaire sur le site). Bien entendu, la Direction n'a surtout pas proposé que SUD, non représentatif au niveau du groupe, constitue une délégation plus large. Peu importe, les salariés grévistes sont parfaitement capables de juger l'engagement unitaire des militants SUD Chimie dans le conflit depuis le 17 Février.

SUD Chimie avait un mandat clair pour cette réunion, des demandes fortes et très précises.

Les salariés de la raffinerie des Flandres veulent connaître en détail le projet exact de la Direction, et demande à cette dernière d'arrêter de jouer au monopoly avec les angoisses des salariés. Dans cet esprit, la convocation d'un CCE extraordinaire la première semaine de Mars demeure une demande non négociable. SUD rappelle que c'était déjà la demande de l'intersyndicale du 5 Février, chacun s'en souvient.

Les salariés grévistes exigent que les travaux du Grand arrêt quinquennal (arrêt métal) soient réalisés et que la raffinerie redémarre ses activités pour 5 ans, période pendant laquelle le mûrissement, la concertation et la concrétisation d'un éventuel projet industriel viable soit construit.

Enfin, plus globalement, SUD exige un programme d'investissement sur tous les sites permettant de les adapter aux futures conditions du marché et aux nouvelles contraintes environnementales sur un long terme.

Une annonce ferme qu'il n'y aura aucune fermeture ou cession de site dans l'avenir (5 ans).

Une table ronde locale portant sur les perspectives économiques du bassin Dunkerquois et une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage en France (investissements pour pérenniser chaque site).

Une réponse aux interrogations de la logistique (dépôt) sur leur statut futur et sur leur inquiétude en cas de cession d'activité par le repreneur (reprise des salariés par TOTAL)

Aujourd'hui, malgré l'avancée du CCE au 8 mars, il reste encore plusieurs points à traiter et à éclaircir.

Pas de réponse sur la réalisation des travaux de grands arrêts quinquennaux et bien sur pas de réponse sur le redémarrage de la raffinerie des Flandres.

Quelques promesses de vagues exposés généraux le 4 mars traitant de l'avenir du raffinage, un exposé traitant de la situation du raffinage européen le 18 mars ou encore des organisations de tables rondes locales et nationales (emploi sur Dunkerque, avenir du raffinage national ???)... Bref un gros baratin pour gagner du temps, ne pas faire d'annonces avant les élections régionales, essayer d'endormir et de diviser les syndicats et finalement au bout du compte espérer briser le mouvement.

Et bien, c'est le résultat exactement inverse qui se produit, la mobilisation non seulement se maintient mais s'étend dans les dépôts et dans les raffineries du groupe ESSO en ce début de semaine.

Les salariés ne sont pas idiots, ils ont bien compris qu'ils étaient (et allaient être) les victimes d'une destruction d'activités industrielles en France, activités délocalisées vers des pays à bas coûts de main d'œuvre et peu regardant en terme de protection de l'environnement, tout cela pour répondre aux appétits de dividendes des actionnaires du groupe.

Ils ont pourtant été bien servis depuis 2000, les actionnaires de Total. La montant des dividendes qui leur a été versé était de 1.9 Milliard d'euros en 2000, il est de 5.4 milliards d'euros en 2009. Pas mal, non, comme progression !

Les cadres dirigeants du groupe se sont bien sucrés aussi sur la même période. Le groupe a consacré entre 2000 et 2008, 30 Milliards d'euros à racheter ses propres actions, pour les détruire ensuite, et ainsi soutenir le cours. Cette pratique au nom « technique » de « buy-back » est des plus juteuse pour les détenteurs d'options d'action.

Alors, les salariés disent stop ! IL n'accepteront pas du Groupe Total qu'il leur impose d'abandonner leur métier sans même savoir quel autre métier leur sera proposé, ni dans quelle région, ni avec quel statut, tout cela pour répondre aux appétits d'actionnaires déjà gavés.

Quant aux raisons conjoncturelles invoquées par le Groupe Total, qu'on ne s'y trompe pas ; la crise n'est pas la raison profonde du malaise. Si l'outil industriel ne répond pas aux besoins du marché, c'est bien le résultat d'investissements inadéquats depuis plusieurs dizaines d'années en France. Si les raffineries françaises, peu convertissantes, ne produisent pas assez de gazole, comme le marché automobile hexagonal le nécessiterait, c'est que les dirigeants du groupe étaient et sont soit incompetents, soit malintentionnées quant à l'activité industrielle sur notre territoire.

SUD appelle, au-delà même du raffinage français, au-delà du groupe TOTAL, à une mobilisation beaucoup plus vaste permettant la convergence des luttes de toutes celles et tous ceux qui n'ont rien fait de mal et qui sont victimes de la soi-disant crise.

Ne nous plions plus, passons de la résignation à la résistance et de la résistance à la contre-offensive.

Contacts : Jacky PAILLOUX 02 35 11 60 87

Philippe WULLENS 06 63 81 82 73